

ALLIANCE RENAULT / NISSAN : Antisociale et antisyndicale

Alors que direction de RENAULT communique à tour de bras sur son rôle de leader sur les règles d'éthique, et sur la responsabilité sociétale de l'entreprise, sur le terrain, les salariés sont loin de vivre ces valeurs « responsables ». Bien au contraire, dans les faits, la direction se moque de « son capital humain », et pour actionner son « levier de performance collective au sein de l'entreprise », la répression et le mépris priment.

En Turquie, en Roumanie, au Portugal, au Maroc, dans l'usine Nissan de Canton dans l'Etat du Mississippi aux Etats-Unis où le syndicat UAW est empêché de s'implanter, mais aussi au Brésil, les salariés Renault/ Nissan n'ont jamais été aussi mal considérés. Pendant ce temps nos patrons et les gros actionnaires ne cessent de s'enrichir.

L'accord de compétitivité ne mentionne jamais la mise en concurrence des salariés des différents sites. Pas un mot sur l'utilisation massive d'une prestation corvéable à merci en Roumanie ou en Inde, pas un mot non plus sur les cadences imposées sur des chaînes de montages dans des usines ou les salariés n'ont pas droit à la parole, et ou ceux qui craquent ne bénéficient d'aucune protection sociale....



**RENDEZ-VOUS sur le parvis de l'avancée à 11h00
pour accueillir nos collègues de Renault Bursa.
Rejoignez-nous ensuite à partir de 12h dans notre
local syndical pour échanger avec eux.**

La situation à Renault Bursa :

La direction de Renault Bursa a annulé la tenue des élections qui devaient avoir lieu fin février à l'initiative du nouveau syndicat Birlesik Metall-Is. Cette élection devait permettre d'élire des représentants reconnus par la direction pour entamer notamment des négociations salariales. Le syndicat jaune Tukmetall discrédité et rejeté par les salariés depuis les fortes grèves de l'année dernière, serait intervenu auprès du gouvernement d'Erdogan pour empêcher ces élections. Les salariés ont protesté contre cette décision dans et à l'extérieur de l'usine. Ils ont subi une répression féroce notamment de la part de la police. **Le syndicat Birlesik n'existe pratiquement plus à Renault. 500 salariés ont été soit licenciés soit contraints de quitter l'entreprise depuis le début de l'année. Plus personne ne se syndique au syndicat jaune Turkmatal qui devient une coquille vide bien utile pour la direction de Renault.**

Cette répression violente n'est pas due au hasard. Le syndicat Birlesik devenait l'exemple du syndicalisme indépendant et combatif au moment où vont s'ouvrir des négociations salariales dans l'industrie automobile très implantée à Bursa et dans le reste du pays (Fiat, Ford, Toyota, Hyundai et les sous-traitants). Les multinationales veulent continuer à contrôler l'évolution des salaires et le gouvernement d'Erdogan a peur d'une contestation ouvrière et sociale alors qu'il mène une guerre contre les kurdes et restreint de plus en plus les libertés démocratiques.

SUD réclame à la direction la réintégration de tous les salariés licenciés.

Ne nous laissons plus faire. Carlos Ghosn profite de notre passivité pour s'enrichir.

En mai 2015, nous étions les seuls élus à intervenir en séance CE du Technocentre :

« L'Union des syndicats SUD du Groupe Renault apporte tout son soutien aux salarié(e)s de Renault Bursa en grève pour la revalorisation de leurs salaires.

SUD condamne les méthodes pitoyables qui témoignent d'une direction incapable de faire autre chose qu'exploiter les salarié(e)s en mettant les pays en concurrence, au détriment de toute politique sociale.

SUD salue la dignité et le courage de nos collègues turcs et portugais qui nous donnent la leçon de ceux qui se battent pour leur reconnaissance et le renforcement de leur pouvoir d'achat. »

La répression dans l'usine de Bursa a été révélatrice des méthodes employées par la direction :

- **Combattre toute résistance des salariés qui souhaitent se réorganiser démocratiquement pour défendre leurs droits,**
- **Tuer dans l'œuf les syndicats libres qui s'attaquent vraiment à la direction,**
- **Supprimer des élections pour que la direction conserve l'interlocuteur qu'elle a choisi pour mener ses « négociations »**
- **Licencier pour protéger son syndicat jaune qui représente en Turquie, comme d'autres syndicats de salon dans d'autres pays, sa seule garantie d'afficher un discours démocratique de façade,**

HALTE A LA REPRESSION DANS L'ALLIANCE !

Ces méthodes archaïques ont traversé les siècles grâce à la collaboration de certains syndicats. Que ce soit par la répression ou par des négociations bidons sur des accords compétitivité, elles constituent l'arsenal corruptif élaboré que la direction utilise pour faire reculer nos droits et nous mettre en concurrence à l'infini.